

Caroline Rolland-Diamond

***Redbaiting blacks and whites* : la répression du mouvement étudiant à Chicago pendant la guerre du Vietnam.**

Conférence annuelle de l'Association Française d'Études Américaines, Université de Pau, Pau, 21 mai 2004

Les affrontements entre forces de police et étudiants protestataires à l'occasion de la Convention nationale démocrate d'août 1968 à Chicago sont souvent considérés comme l'un des symboles de cette période agitée de la fin des années 1960 où le radicalisme croissant des étudiants a mené à la confrontation inévitable de deux mondes antithétiques, l'un parlant le langage de la révolution, l'autre celui de la défense de l'ordre établi. Ce célèbre exemple de la répression physique à laquelle se heurtèrent les étudiants venus protester contre la guerre du Viêt-nam est doublement révélateur : d'une part, il témoigne de la détermination des autorités à lutter contre la contestation, considérée comme le fait d'activistes professionnels étrangers à la ville (*outside agitators*), venus en perturber l'ordre établi et souffler le vent de la subversion idéologique. A cet égard, cette « émeute policière », pour reprendre les termes du Rapport Walker devant la Commission Nationale sur les Causes et la Prévention de la Violence, s'inscrit dans une longue tradition locale de répression des mouvements contestataires dont avaient déjà été victimes les mouvements anarchistes, syndicalistes et communistes. D'autre part, cette violence brute perpétrée à l'encontre des manifestants ne représente que la partie émergée de l'iceberg de l'arsenal répressif mobilisé contre les étudiants protestataires. En effet, comme l'avait reconnu le maire Richard J. Daley en personne, les autorités de la ville disposaient, avant même la convention, de toute une somme d'informations sur les différents projets des protestataires, réunie par les services de renseignement de la police de la ville et du gouvernement fédéral.

Dans la lignée d'études comme celle de Robert Goldstein, *Political Repression in Modern America*, le terme « répression » est entendu ici comme l'ensemble des actions menées par les détenteurs de l'autorité et les défenseurs de l'ordre établi pour surveiller, neutraliser et éliminer les activités dissidentes des étudiants. Cette notion fait bien entendu référence aux interventions policières menées en plein jour (présence policière, arrestations, brutalités), mais aussi aux actions secrètes, telles la mise en place d'un réseau de surveillance (par des policiers ou des informateurs), les actions de sabotage ou encore le rôle d'agents provocateurs.

Contrairement à l'image dominante qui est souvent donnée de cette période, le mouvement étudiant de l'époque de la guerre du Viêt-nam ne consista pas uniquement en la

protestation de groupes d'étudiants blancs pacifistes, généralement issus des classes moyennes ou supérieures, protestant contre l'engagement américain en Asie du Sud-Est et contre la complicité des universités avec le complexe militaro-industriel. A la même époque en effet, d'autres étudiants, mais parfois également les mêmes, se mobilisèrent pour dénoncer en particulier la persistance du racisme et de la ségrégation dans la société en général, la ville de Chicago et à l'université en particulier. Ces étudiants étaient généralement issus de minorités ethniques ou raciales et étaient pour la plupart inscrits dans les universités publiques de la ville – le réseau des sept Chicago City Colleges et l'Université de l'Illinois à Chicago.

Cette communication ne vise pas à retracer par le détail l'histoire des protestations étudiantes à Chicago à l'époque de la guerre du Viêt-nam, mais entend présenter rapidement les différentes facettes de la répression policière et gouvernementale à laquelle le mouvement étudiant, blanc comme afro-américain et latino, s'est heurté à Chicago. Concrètement, il s'agit de voir comment les deux forces de police et de renseignements – locale et fédérale – utilisèrent tous les moyens à leur disposition (surveillance par le biais d'informateurs, d'agents infiltrés, de surveillance électronique ou d'interception de courriers, tentatives d'intimidation, harcèlement et arrestations arbitraires, poursuites en justice, utilisation des médias) pour discréditer les activistes et leur cause auprès de la population de Chicago et éliminer cette potentielle remise en question du statu quo, dans cette ville modèle de la machine politique démocrate. A travers l'exemple de Chicago, cette présentation vise à redonner à la répression sa place dans la radicalisation et le déclin du mouvement étudiant, un rôle souvent négligé par l'historiographie pourtant très riche sur cette période.

Dans cette optique, trois périodes peuvent être distinguées :

1) Jusqu'à la fin 1966, le mouvement étudiant, principalement axé sur la lutte contre la guerre du Viêt-nam (mais pas uniquement), se développa sous haute surveillance, stimulé par la répression même qui cherchait à l'étouffer dans l'œuf.

2) Puis, à partir de la fin 1966 jusqu'à la convention nationale démocrate de la fin août 1968, le mouvement étudiant se radicalisa et se heurta à la mise en place d'une répression puissante et multiforme, d'autant plus virulente que le mouvement s'enrichit à cette période de la protestation des étudiants noirs et latinos. Face à cette montée des revendications et au développement de réseaux de solidarité entre les différents courants protestataires, les autorités locales et fédérales développèrent alors un arsenal de moyens d'investigation et de répression, destiné à éliminer toute remise en cause de l'ordre établi.

3) Période post-convention : cette répression dont l'ampleur éclata au grand jour au moment de la convention nationale démocrate se renforça encore par la suite contribuant

ainsi à radicaliser encore davantage le mouvement étudiant et, ce faisant, à le mener vers l'éclatement et le déclin.

1. Du milieu des années soixante à la fin 1966 : un mouvement en pleine expansion stimulé par la répression.

Développé au début des années soixante autour de la défense des droits civiques et des libertés individuelles, le mouvement étudiant à Chicago ne prit véritablement de l'ampleur qu'à partir de l'annonce par l'administration Johnson des bombardements massifs sur le Viêt-nam du Nord au début de l'année 1965. Dès lors, les étudiants multiplièrent les actions – des manifestations aux *sit-ins* en passant par l'organisation de *teach-ins* – marquées par des principes de non-violence directement inspirés du mouvement pour les droits civiques. Si l'engagement croissant des Etats-Unis dans la guerre du Viêt-nam fut le catalyseur de l'extension du mouvement étudiant, celle-ci ne saurait cependant se comprendre sans voir que dès cette époque, le mouvement étudiant n'était pas uniquement pacifiste, mais comprenait une composante anti-pauvreté et anti-ségrégation et sans prendre en compte le rôle de la répression des premières manifestations.

Ainsi dès la fin mars 1965, une manifestation d'étudiants de Chicago (principalement de l'université Roosevelt et de l'université de Chicago) contre le *Science Research Associates*, un organisme dirigé par le président du conseil d'administration de Roosevelt University et chargé de produire les tests permettant de classer les étudiants pour les besoins des services de la conscription, se solda par l'arrestation de neuf étudiants. Les personnes arrêtées comptaient des membres de l'organisation *Students for a Democratic Society* récemment implantée à Chicago et ces derniers contribuèrent à faire connaître l'incident sur les autres campus de la ville. A partir de ce moment-là, un nombre toujours croissant d'étudiants rejoignit les rangs de ces groupes activistes ou s'associa au mouvement de lutte contre l'engagement américain au Viêt-nam et la complicité des universités avec le complexe militaro-industriel sans pour autant s'affilier à aucune organisation particulière. Nombreux furent les jeunes qui participèrent aux manifestations par simple sentiment d'indignation devant la brutalité policière dont étaient victimes leurs camarades ou suite à la publicité offerte par les médias aux protestations à chaque confrontation avec les forces de police, particulièrement si celle-ci se terminait par des arrestations.

De plus, dans le même temps, toutes les organisations activistes étudiantes de la ville faisaient l'objet d'une intense surveillance policière, d'autant plus forte que dès le début, le mouvement étudiant à Chicago ne concentra pas uniquement ses efforts de protestation contre la guerre du Viêt-nam, mais se consacra également à tenter d'améliorer les conditions de vie des populations les plus défavorisées de la ville et à lutter contre la persistance de la ségrégation. Ainsi, dès 1964, un groupe d'étudiants membres du SDS organisa, dans le quartier défavorisé de Uptown, *Jobs Or Income Now* (JOIN) dans le cadre du programme

national de l'organisation, le *Economic Research and Action Project* (ERAP), inspiré par l'idéal de démocratie de participation et destiné à aider les populations pauvres à se mobiliser pour obtenir plus de contrôle sur les décisions affectant leurs vies. Dans le même temps, nombreux furent les étudiants qui participèrent, aux côtés de parents d'élèves, au mouvement de protestation contre la persistance de la ségrégation dans les écoles publiques de Chicago. Dirigée contre le responsable du Bureau scolaire de Chicago, le Superintendant Willis, cette contestation se caractérisa par une forte mobilisation de la population afro-américaine de la ville, secondée par de nombreux étudiants noirs et blancs, et par l'une des premières remises en cause importantes du statu quo racial et social de Chicago depuis l'élection de Daley à la mairie en 1955.

Malgré la modération et le réformisme des étudiants activistes, le développement simultané de ces différentes branches de la contestation étudiante contribua à susciter chez les autorités de Chicago un sentiment d'inquiétude d'autant plus fort que ces différents groupes commençaient à tisser des liens entre eux. Sur l'ordre du maire de la ville, Richard J. Daley, le département de police de Chicago développa son unité anti-subversive et assigna un nombre croissant d'agents de police à la surveillance des différents groupes d'activistes, et notamment des organisations étudiantes. La *Red Squad* du Chicago Police Department commença à recruter des informateurs parmi les rangs des activistes et à infiltrer elle-même certains de ses agents dans les groupes. Progressivement, chaque réunion, mais aussi chaque fait et geste des étudiants activistes membres de ces organisations furent connus des forces de police locale, de même que toutes les autres organisations jugées « subversives » par les autorités municipales de Chicago.

Parallèlement, la police de Chicago contribua à s'appuyer sur l'ancienneté et l'étroitesse de ses relations de travail avec les médias locaux et en particulier des journaux comme le *Chicago Tribune* pour discréditer les activistes auprès de la population de la ville. Si les journalistes ne reprenaient pas systématiquement à leur compte les caractérisations sommaires des activistes faites par les membres du Chicago Police Department, lesquels avaient tendance à voir dans chaque activiste un « Communiste notoire » (*well-known Communist*), il n'en reste pas moins que la presse locale mettait volontiers en avant la version fournie par les forces de police et soulignait fréquemment l'origine extérieure à la ville des leaders et leur liens avec des organisations marxistes ou leur voyage éventuel dans un pays du bloc communiste (*redbaiting*). Par exemple, lors du mouvement de protestation des étudiants de l'Université de Chicago en mai 1966 contre la transmission du classement des étudiants mâles au service de la conscription, le *Chicago Tribune* consacra sa une aux événements et mit clairement en avant que l'un des meneurs du mouvement venait de Berkeley (repre-

ainsi le thème des *outside agitators* cher à Daley) et était connu(e) pour ses opinions communistes. On pourrait multiplier les exemples.

Dans cette première période, la répression du mouvement étudiant resta donc modérée, puisque les seules arrestations effectuées le furent à la demande des universités et centres de recherche et non à l'instigation du pouvoir municipal. De plus, à ce moment-là, les étudiants n'étaient encore que peu conscients de la surveillance dont ils faisaient l'objet. Certes des rumeurs circulaient de plus en plus nombreuses sur la présence dans leurs rangs de policiers infiltrés et d'informateurs, mais pour l'heure, ce fut surtout la couverture médiatique défavorable et les arrestations, associées à la frustration de plusieurs années de protestation vaine, qui contribuèrent à radicaliser le mouvement étudiant, provoquant un durcissement de ses analyses et des tactiques de protestation employées et à l'éloigner du réformisme de ces premières années. Progressivement, les étudiants activistes abandonnèrent ainsi la stratégie de non-violence et de résistance passive inspirée du mouvement pour les droits civiques, au profit d'une attitude de confrontation, avec occupation de bâtiments universitaires de plus en plus fréquente et résistance active face aux forces de l'ordre – une évolution qui ne fit bien entendu que renforcer la répression à leur encontre.

2. Été 1966 à l'été 1968 : une répression multiforme et puissante face à un mouvement étudiant de plus en plus radical

Dans une atmosphère tendue par l'arrivée du mouvement pour les droits civiques à Chicago avec la campagne pour la déségrégation des logements (*open housing*) menée par Martin Luther King Jr. à l'été 1966, la formation d'organisations radicales telles que le *Black Panther Party* ou les *Brown Berets*, déterminées à recourir à la force pour défendre leurs communautés contre la brutalité policière, contribua à radicaliser encore davantage l'ensemble du mouvement étudiant. Leur discours de fierté des origines et de pouvoir noir ou chicano connut un succès croissant auprès des étudiants minoritaires des campus de Chicago qui reprirent souvent la même rhétorique dans leurs protestations contre le racisme des autorités universitaires, municipales et gouvernementales. Dans le même temps, l'escalade américaine au Viêt-nam et le durcissement de la conscription intensifièrent le mouvement de protestation contre la guerre, contre la complicité des universités avec le complexe militaro-industriel et, de plus en plus, contre l'ensemble du système américain, jugé par ses détracteurs, coupable d'agression impérialiste et d'oppression raciste à l'intérieur.

Les étudiants multiplièrent les actions de protestation, tant sur les campus qu'à l'extérieur, hésitant de moins en moins à braver des lois dont ils dénonçaient l'injustice et le

racisme et à dénoncer l'action (ou l'inaction) du maire, Richard J. Daley, accusé à la fois d'être responsable du maintien, voire du renforcement, de la ségrégation à Chicago, d'encourager la répression des protestations par les universités et par la police municipale et d'être l'un des principaux soutiens de l'administration Johnson.

Ainsi, les manifestations des étudiants protestant la guerre et pour la défense des droits civiques investirent de plus en plus les rues et les espaces publics de la ville pour porter leur contestation jusque devant les portes des autorités, suscitant par là-même une réaction plus forte que dans la période précédente : les exemples ne manquent pas mais on peut citer en particulier la manifestation organisée le 27 avril 1968 sur le parvis du Civic Center (siège de la mairie) dans le cadre de la Semaine internationale d'actions contre la guerre du Viêt-nam. Après une marche pacifique, les manifestants dont une majorité d'étudiants devaient se retrouver devant la mairie pour écouter les discours de personnalités présentes et assister à la destruction par plusieurs étudiants de leurs livrets militaires. Alors que la manifestation avait été prévue de longue date et que les organisateurs avaient obtenu les permis nécessaires, les manifestants trouvèrent la place du Civic Center fermée par des barrières soit disant pour travaux et protégée par un important cordon de forces de l'ordre. Après quelques tentatives de négociations, d'après les nombreux passants témoins de la scène, la police se mit à charger les manifestants procédant à une dizaine d'arrestations et blessant de nombreux activistes.

Ce type de répression physique eut pour effet de provoquer chez les sympathisants un « réveil » des consciences : la position morale tenue par les étudiants – qui se posaient en défenseurs des libertés individuelles face à un système oppresseur – trouva une apparente confirmation dans la répression ordonnée par les autorités locales. Les participants en ressortirent confortés dans leurs positions et des sympathisants de plus en plus nombreux furent convaincus de la justesse de la cause défendue. De plus, face à la répression, les étudiants activistes de différentes mouvances développèrent un sentiment de solidarité : défenseurs des droits civiques des Afro-Américains se retrouvèrent aux côtés des étudiants luttant pour la réforme de l'université et la liberté d'expression ou encore de ceux protestant contre l'escalade américaine au Viêt-nam, pour voir dans la police, le dernier rempart d'un ordre dépassé, acculé à la violence pour maintenir par la force un *statu quo* remis en cause par une minorité grandissante de plus en plus déterminée à se faire entendre.

Ces interventions des forces de l'ordre contre les jeunes activistes témoignaient de la volonté des autorités de faire respecter l'ordre public mais aussi de mettre un terme à cette remise en cause du pouvoir local. A ce titre, elles participaient d'un vaste mouvement répressif dont les arrestations et brutalités ne constituaient que l'aspect visible.

A cette période en effet, la surveillance du mouvement étudiant s'intensifia, comme en témoigne l'importance des archives de la Red Squad à partir de 1967 : quasiment, chaque réunion, chaque action fait l'objet d'un rapport par un informateur ou un policier infiltré. Au-delà de la prudence nécessaire face à ce type d'archives, le degré de précision des renseignements réunis sur les activistes et leurs projets n'en est pas moins saisissant. Tous les groupes étaient infiltrés par les services de la police de Chicago et ces agents de police *undercover* ne se contentaient pas de jouer le rôle d'informateurs. Bien souvent en effet, ils remplirent la fonction d'agents provocateurs, contribuant d'autant plus à faire évoluer les groupes vers des positions toujours plus radicales qu'ils occupaient souvent des postes à responsabilité au sein des organisations étudiantes. Ainsi, lorsqu'on consulte les archives de la Red Squad, on voit sans cesse revenir le nom d'un dénommé Martin Frankel qui apparaît avoir été très actif non seulement sur son campus et dans l'organisation étudiante Latin American Defense Organization (LADO), mais aussi dans d'autres groupes activistes de Chicago : celui-ci s'illustra bien souvent comme étant celui qui tenta d'inciter ses camarades à répondre par la force aux brutalités policières et à l'intransigeance des autorités universitaires. Incidemment, à la suite de son arrestation en compagnie d'autres étudiants, le rapport de police fait état de sa véritable fonction : celle d'officier du Département de police de Chicago et de sa Red Squad.

La répression policière joua un rôle très important dans la radicalisation des analyses des étudiants activistes blancs, noirs et latinos, ainsi que dans le développement d'une solidarité entre les deux principales branches du mouvement, deux phénomènes qui prirent encore plus d'ampleur à partir de l'été 1968, dans la perspective de la convention nationale démocrate.

3) Convention nationale démocrate et ses suites : extrême radicalisation et déclin du mouvement étudiant sous l'effet d'une répression qui atteignit alors son apogée

Si les étudiants protestant contre la guerre du Viêt-nam, même les plus modérés, furent de plus en plus confrontés à une répression ouverte par les forces de police de Chicago, comme on l'a vu dans l'exemple précédent, ils n'étaient pas les seuls dans ce cas. La question du harcèlement policier revenait en effet très fréquemment au premier rang des plaintes des habitants des quartiers défavorisés et les étudiants noirs et latinos se faisaient souvent les porte-parole de leurs griefs. La tension était montée d'un cran depuis les émeutes ayant suivi l'assassinat de Martin Luther King, Jr, le 4 avril 1968 après le célèbre « *shoot to kill order* » de Richard Daley. Les étudiants radicaux, blancs, noirs et latinos, se plaignaient

également du harcèlement policier dont ils étaient victimes et en particulier de la surveillance ouverte et secrète et des arrestations arbitraires (souvent pour infractions au code de la route) menées par les membres de la *Red Squad*. De fait, cette division qui comptait environ 400 membres au début 1968 vit son effectif accru jusqu'à plus de 500 au moment de la convention. De manière tragique, la mort, le 22 août 1968, du jeune Dean Johnson, d'origine amérindienne, tué par les policiers alors qu'il était venu à Chicago pour participer à la convention finit de convaincre, s'il en était encore besoin, les jeunes activistes de tous bords qu'ils appartenaient au même camp, avec pour ennemi commun, le Département de police de la ville de Chicago.

Il ne s'agit pas ici de rappeler les événements bien connus de la Convention nationale démocrate, mais simplement de souligner l'importance de la répression policière dans la radicalisation des jeunes opposants au Vietnam. Malgré tous leurs efforts, les organisateurs de la convention n'avaient pas réussi à mobiliser en masse les étudiants noirs et latinos autour de la lutte contre la guerre du Vietnam, considérée par ces derniers avant tout comme la cause des « blancs », tandis qu'eux-mêmes se concentraient sur la situation dans leurs quartiers. Les tentatives de rapprochement entre activistes noirs et les membres du *Mobilization Committee to End the War in Vietnam*, principal organisateur des protestations, avaient avortées en raison de leurs divergences d'intérêt mais également du travail de sape effectué par les services de renseignements locaux (*Red Squad*) et fédéraux (FBI). La répression policière réussit cependant à ressouder des liens de solidarité distendus par le succès croissant parmi la jeunesse noire défavorisée, étudiante ou non, de l'idéologie du Pouvoir noir. Pour la première fois avec une telle force, les jeunes blancs purent faire l'expérience de la répression physique si bien connue des jeunes Afro-Américains.

Ainsi, de manière paradoxale, alors que Richard J. Daley cherchait avant tout à éviter l'alliance entre les mouvements noir et blanc, perçue comme particulièrement dangereuse pour le pouvoir municipal dans un contexte d'agitation croissante des ghettos du *Southside* et du *Westside* et de la montée en puissance de personnalités locales comme Jesse Jackson, « l'émeute policière » de la convention raviva ce risque, en rapprochant les activistes les plus radicaux des deux principales branches du mouvement étudiant.

Ce développement d'une solidarité et d'une collaboration entre étudiants radicaux blancs et noirs explique pourquoi malgré le flot de protestations ayant suivi la convention, le

pouvoir municipal continua sa politique de répression des mouvements activistes, en essayant toutefois de procéder de manière moins visible.

A partir de l'été 1968, quasiment chaque protestation contre le système impérialiste et raciste américain, pour reprendre les termes des activistes, se solda par un affrontement par les forces de l'ordre et des arrestations et se heurta à un harcèlement permanent : surveillance par le biais d'informateurs, d'agents infiltrés, de surveillance électronique ou d'interception de courriers, tentatives d'intimidation, harcèlement et arrestations arbitraires, poursuites en justice, utilisation des médias pour discréditer les activistes et leur cause auprès de la population locale.

De plus, les efforts locaux de la municipalité et de la police de la ville pour éviter toute alliance des groupes étudiants en surveillant, infiltrant et sabotant leur action se renforcèrent et trouvèrent un soutien systématique auprès du FBI à partir de la mise en place, le 23 octobre 1968, du programme *COINTELPRO (Counter Intelligence Program) New Left*, en complément du *COINTELPRO Black Panther Party* créé fin septembre 1968. Sur ordre de son directeur, J. Edgar Hoover, qui voyait dans les étudiants contestataires les agents d'une vaste conspiration communiste, le FBI avait commencé à mener ses activités de surveillance et d'infiltration dès les premières manifestations. Dans le cadre du *COINTELPRO*, les agents du FBI eurent recours à toute une série d'actions légales ou illégales pour endiguer la vague des protestations contre la guerre du Viêt-nam : pressions sur les autorités universitaires et les médias, transmission d'informations ciblées, vraies ou fausses, destinées à discréditer les étudiants activistes ou à faciliter leur répression par les universités, fabrication et diffusion de faux documents et rumeurs pour semer la discorde dans et entre les groupes étudiants. Si ce programme du *COINTELPRO* ne réussit pas à mettre un terme à la protestation contre la guerre du Viêt-nam et à l'activisme étudiant, il contribua néanmoins à empêcher le développement d'une alliance entre les mouvements blanc radical, noir et chicano, source potentielle d'un contre-pouvoir puissant et dangereux pour l'ordre établi local et national. D'autres agences fédérales, notamment les services de renseignement de l'armée et de l'*Internal Revenue Service* et la CIA (grâce à son programme *Operation Chaos*), accumulèrent aussi des dossiers sur les contestataires et renforcèrent l'exhaustivité des informations réunies.

Les actions, visibles et secrètes, de ce réseau répressif contribuèrent à radicaliser fortement le mouvement étudiant, tant du point de vue des analyses que des stratégies ou des objectifs, et ce faisant à le mener vers le déclin.

La répression opposée à chacune de leurs activités de protestation, et en particulier les événements de la Convention nationale démocrate, finirent de/par convaincre nombre de groupes étudiants à la fois de l'importance de leurs actions (la répression étant perçue comme proportionnelle à la puissance subversive du mouvement) et de l'impossibilité de réformer le système américain – seule une révolution apporterait le changement nécessaire à l'instauration d'une véritable démocratie, juste et égalitaire. Dans cet objectif, les étudiants radicaux, blancs, noirs et chicanos, devaient jouer le rôle d'avant-garde. Cette radicalisation des analyses alla de pair avec celle des tactiques et moyens employés : pour une partie des étudiants, il s'agissait désormais dans le contexte d'un affrontement inéluctable avec les défenseurs du système, de renoncer aux formes pacifiques de protestation, considérées comme inutiles et contre-productives, pour passer à des formes de résistance active, voire à l'attaque.

Les agents provocateurs infiltrés jouèrent un grand rôle dans cette radicalisation du mouvement étudiant, comme le montre parfaitement l'analyse de Gary T. Marx sur les agents provocateurs et les informateurs :

“ The agents may directly or indirectly contribute to the violence and illegality associated with a group by the actions he takes to gain access and to maintain credibility, through his efforts to entrap others in illegal activity, through the often-violent response of activists when he is discovered and the subsequent counter-response from authorities [...]” (“Thoughts on a Neglected Category of Social Movement Participant: The Agent Provocateur and the Informant”, *American Journal of Sociology*, Vol. 80, N°2, p. 429)

Leur influence fut d'autant plus grande, on l'a vu, qu'ils se hissèrent souvent à des postes à direction dans les groupes étudiants infiltrés. Aussi leur plaidoyer en faveur du recours à la force fut-il souvent écouté et suivi d'effet, provoquant à la fois une intensification de la répression et une couverture médiatique défavorable. Incapables la plupart du temps de les identifier, les étudiants n'en étaient pas moins conscients de la présence d'agents infiltrés et d'informateurs parmi eux. Cette conscience d'une surveillance de tous les instants contribua à développer des sentiments de paranoïa et de suspicion au sein des organisations, source d'immobilisme, de cynisme et de découragement, et parfois de désintégration.

A la fin des années 1960 et au début des années 1970, le mouvement étudiant se trouva pris dans une logique de surenchère avec les autorités, où alternaient actions toujours plus radicales et répression toujours plus forte. Face à cet engrenage, le mouvement, marqué

depuis ses origines par une indéniable hétérogénéité, se divisa davantage entre une minorité (elle-même divisée) adhérant à cette vision révolutionnaire et la majorité qui continuait à privilégier les formes pacifiques de protestation.

La répression contribua à affaiblir le mouvement étudiant non seulement en le divisant, mais aussi en épuisant ses ressources financières et humaines. En poussant les groupes les plus radicaux vers toujours plus de violence et d'illégalité, la répression permit aux médias de stigmatiser le mouvement comme violent, aliéna les recrues potentielles et détourna l'attention des activistes des causes qu'ils défendaient. Le mouvement étudiant ayant toujours eu des difficultés à trouver les moyens de financer ses activités, nombreuses furent les organisations étudiantes qui se retrouvèrent paralysées par les frais et le temps nécessaires à libérer leurs membres de prison après leurs arrestations.

Conclusion

En dépit de différences idéologiques parmi les étudiants et de tensions raciales indéniables, la prise de conscience de la force potentielle d'actions conjointes, la sympathie politique des étudiants blancs pour les Afro-Américains et les Latinos et la répression policière ont rassemblé des étudiants d'origines ethniques et socio-économiques différentes dans un mouvement à l'échelle de la ville, représentant un véritable défi pour le régime du maire Richard Daley. Les événements ayant entouré la convention démocrate ne représentent qu'une facette du mouvement étudiant mais conservent cependant une valeur symbolique en ce sens qu'ils sont symptomatiques de la répression à laquelle furent confrontés les étudiants activistes, de tous bords et de toutes origines, à Chicago. S'il va de soi que la répression n'est pas le seul élément d'explication du retour au calme sur les campus de Chicago à partir de 1972-1973, il reste qu'elle a joué un grand rôle dans la radicalisation de ce mouvement et, par là, dans son déclin, ce que j'espère avoir réussi à montrer ici dans le temps qui m'était imparti.